



Numéro PPQ/

lundi 10 octobre 2016

Les grands titres:

- Haïti : l'ONU a besoin de 120 millions de dollars pour aider les victimes du cyclone Matthew
- Semaine de l'Afrique : l'ONU salue les progrès réalisés par le continent ces dernières années
- Centrafrique : le regain de violences menace les progrès vers la réconciliation nationale, selon l'ONU
- Yémen : l'ONU réclame une cessation des hostilités et une enquête sur l'attaque meurtrière de samedi
- Journée de la santé mentale : l'ONU juge essentiel de pouvoir offrir des soins à ceux qui en ont besoin
- Les condamnations à mort servent souvent la propagande des terroristes, selon l'ONU
- Journée mondiale de la poste : il faut que la poste trouve de nouveaux débouchés, selon l'UPU
- Yémen : l'ONU condamne une attaque meurtrière ayant visé des funérailles à Sana'a
- Syrie : deux projets de résolution rejetés au Conseil de sécurité
- En Islande, Ban Ki-moon rappelle que le sort du monde est lié à l'Arctique qui est en train de fondre

Haïti : l'ONU a besoin de 120 millions de dollars pour aider les victimes du cyclone Matthew



Le 9 octobre 2016 à Les Cayes, en Haïti, des centaines de personnes qui ont perdu leurs maisons ont trouvé refuge dans une école de quartier. Photo UNICEF/Roger LeMoyné

10 octobre - Les Nations Unies, en coordination avec le gouvernement haïtien et d'autres partenaires, ont lancé lundi à Genève un appel de fonds humanitaire de 119,8 millions de dollars pour être en mesure de venir en aide à 750.000 Haïtiens affectés par le cyclone Matthew pendant les trois prochains mois.

« Le cyclone Matthew a précipité la pire crise humanitaire en Haïti depuis le séisme de 2010. Depuis que cet ouragan de catégorie 4 est passé sur le sud-ouest d'Haïti avec des vents de 235 km/heure le 4 octobre, les autorités haïtiennes ont fait état d'un bilan de plus de 300 morts. On craint des centaines de morts supplémentaires à mesure que les secouristes atteignent davantage de zones affectées », a dit le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, dans une déclaration à la presse.

Dès vendredi, pour répondre aux besoins immédiats, l'ONU a débloqué 5 millions de dollars à travers le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF).

« Au moins 1,4 million de personnes ont besoin d'aide en ce moment. Des villes et des villages ont été presque rayés de la carte. Des champs et des stocks alimentaires ont été détruits. Au moins 300 écoles ont été endommagées », a souligné pour sa part le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, lors d'un point de presse à New York.

« Ces chiffres et les besoins augmentent à mesure que davantage de zones affectées sont atteintes. Les tensions sont déjà nombreuses alors que les gens attendent de l'aide. Une réponse massive est nécessaire. Les équipes des Nations Unies travaillent avec les responsables locaux pour évaluer les besoins », a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a souligné que les conséquences du cyclone incluaient un risque accru de maladies d'origine hydrique,



comme le choléra.

M. Ban a rappelé que les Nations Unies avaient développé un programme pour s'attaquer à l'épidémie de choléra qui frappe Haïti depuis 2010. Ce programme consiste à aider les gens affectés par la maladie et à soutenir les efforts pour construire des réseaux d'eau et d'assainissement et un système de santé afin d'aider à éliminer le choléra dans le pays.

« Cette catastrophe rend encore plus impératif le renforcement de notre soutien », a-t-il ajouté. Il a précisé que l'ONU se mobilisait sur tous les fronts pour aider la population, le gouvernement et les groupes locaux tels que la Croix-Rouge.

« Je demande à la communauté internationale de faire preuve de solidarité et de générosité, et de travailler de manière efficace pour répondre à cette situation d'urgence », a déclaré Ban Ki-moon.

Samedi, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), a tiré la sonnette d'alarme sur un risque de regain du choléra dans les zones affectées par le cyclone.

« Les rivières qui débordent, les eaux stagnantes et les cadavres d'êtres humains et d'animaux sont des endroits de reproduction idéale pour les maladies d'origine hydrique », a déclaré le Représentant de l'UNICEF en Haïti, Marc Vincent. « Chaque jour qui passe augmente la menace du choléra. Nous sommes dans une course contre le temps pour atteindre les enfants avant que les maladies ne le fassent ».

Semaine de l'Afrique : l'ONU salue les progrès réalisés par le continent ces dernières années



Une jeune fille qui étudie pour un jour devenir enseignante. Photo Vincent Tremeau

10 octobre - Alors que la Semaine de l'Afrique se déroule du 10 au 14 octobre, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Peter Thomson, ont salué lundi les progrès réalisés par le continent ces dernières années, notant en particulier une amélioration de la gouvernance malgré des faiblesses toujours visibles.

« Je salue les progrès que l'Afrique a réalisés ces dernières années », a dit M. Ban lors de la séance inaugurale de haut niveau intitulée « Renforcer les partenariats au bénéfice du développement durable et inclusif, de la bonne gouvernance, de la paix et de la stabilité en Afrique ».

« Les pays africains ont accéléré la croissance et observé une augmentation du revenu par habitant. Les réformes ont accru l'attrait de la région pour les entreprises. Le continent a également fait des progrès notables en augmentant l'accès à l'éducation primaire, en faisant la promotion de l'égalité des sexes, en réduisant la mortalité infantile et en faisant reculer le paludisme », a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU s'est félicité que 14 Etats africains aient déjà ratifié l'Accord de Paris sur le changement climatique. « Les pays africains ont peu fait pour contribuer au changement climatique, mais seront parmi les plus touchés », a-t-il noté.

Selon Ban Ki-moon, « les systèmes de gouvernance en Afrique se sont également améliorés », « bien que des faiblesses soient encore visibles ».

« Alors qu'un grand nombre de pays africains ont organisé des élections multipartites régulièrement, trop souvent leur crédibilité a été mise en doute, poussant des pays au bord du conflit », a-t-il souligné. « Nous avons également vu d'autres efforts visant à saper les pratiques démocratiques, y compris par les dirigeants eux-mêmes en prenant des mesures douteuses pour rester au pouvoir au-delà des limites inscrites dans la Constitution ».

Selon le chef de l'ONU, la communauté internationale doit soutenir les pays africains pour améliorer la bonne gouvernance et la conduite des élections et pour veiller à ce que la société civile soit libre de jouer son rôle vital.

Alors que la Semaine de l'Afrique 2016 se tient dans le contexte de la première année de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, le Secrétaire général a estimé qu'il était crucial pour les gouvernements africains d'aligner leurs plans de développement sur ces deux programmes. « Les parlements, le secteur privé, la société civile, les femmes et les organisations de jeunesse, les syndicats, les philanthropes et d'autres acteurs ont un rôle crucial à jouer », a-t-il souligné.

Ban Ki-moon a rappelé qu'au cours de ces dernières années, l'Organisation des Nations Unies n'a ménagé aucun effort pour soutenir l'Afrique dans la réalisation de la paix et de la sécurité. « Les Nations Unies continueront à être un partenaire solide de l'Afrique », a-t-il conclu.

Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Peter Thomson, a également salué « les efforts qui ont été consacrés à la consolidation de la paix et la sécurité en Afrique au cours des dernières décennies ». « La baisse du nombre de conflits transfrontaliers est une réalisation remarquable », a-t-il dit.

Toutefois, M. Thomson s'est dit préoccupé par la hausse de conflits internes plus longs et plus complexes sur cette période, et l'augmentation des actes de terrorisme, de l'extrémisme violent et de la criminalité transnationale organisée.

Centrafrique : le regain de violences menace les progrès vers la réconciliation nationale, selon l'ONU



Des véhicules de la MINUSCA en République centrafricaine. Photo ONU/Nektarios Markogiannis

10 octobre - À cinq semaines d'une conférence majeure de bailleurs de fonds concernant la République centrafricaine, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a souligné lundi qu'il fallait continuer de soutenir ce pays, où de récents incidents attestent d'une situation toujours fragile.

Lors d'un exposé devant le Conseil de sécurité lundi, M. Ladsous a cité un incident le 4 octobre, au cours duquel un membre éminent des forces gouvernementales a été tué par balles dans le quartier, à majorité musulmane, de PK5, à Bangui, par un homme manifestement affilié à un groupe d'autodéfense local.

Cet incident a été suivi de représailles, certaines imputables à des éléments « hors de contrôle » de l'armée centrafricaine, au cours desquelles 12 personnes ont perdu la vie et 20 autres ont été blessées par des soldats, des groupes d'autodéfense et des individus non identifiés, a-t-il ajouté.

Soucieuse de prévenir toute flambée de violences intercommunautaires, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a immédiatement sécurisé le périmètre, en coordination avec les autorités centrafricaines.

« Le calme est revenu, mais les tensions restent palpables », a souligné M. Ladsous, en déplorant la découverte, le 7 octobre, du corps d'un jeune musulman, « largué » par des éléments présumés des Forces armées centrafricaines à l'entrée d'un camp de la MINUSCA.

M. Ladsous a également porté à l'attention du Conseil les affrontements entre anti-Balaka et factions de l'ex-Séléka dans le nord-ouest du pays et à Kaga Bandoro, suivies de représailles qui ont provoqué le déplacement de 3.200 personnes.

Ces incidents ne doivent toutefois pas occulter les progrès accomplis par les autorités au cours de la période à l'examen, a déclaré le Secrétaire général adjoint. Le Président Touadéra a poursuivi la mise en œuvre de sa « vision nationale », notamment pour engager les groupes armés dans un dialogue formel sur le lancement du programme de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement, dialogue dont la prochaine échéance est fixée au 12 octobre, avec la toute première réunion du Comité consultatif de suivi.

Hervé Ladsous s'est félicité que les représentants de 11 des 14 groupes armés soient au rendez-vous. Les trois ayant décliné sont le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FRPC); Retour, réclamation et réhabilitation (3R); et la faction Mokom des anti-Balaka.

À la MINUSCA, qui multiplie les efforts de sensibilisation à l'appui de ce dialogue, des représentants de l'ex-Séléka ont répondu favorablement, réitérant leur engagement en faveur d'une paix durable, tout en notant les préoccupations quant à l'engagement du gouvernement en faveur de « solutions inclusives ».

Selon M. Ladsous, le rassemblement récent, dans la localité de Bria, de factions de l'ex-Séléka peut être interprété comme un effort de certains groupes armés pour consolider leur position commune dans le cadre des négociations avec le gouvernement, a-t-il estimé.

À la lumière de ces éléments, la communauté internationale ne peut se désolidariser de la République centrafricaine, a poursuivi le Secrétaire général adjoint, en appelant le Conseil de sécurité à obtenir des États Membres, y compris les bailleurs de fonds « non-traditionnels », leur participation à la Conférence des donateurs organisée à Bruxelles le 17 novembre prochain.

Yémen : l'ONU réclame une cessation des hostilités et une enquête sur l'attaque meurtrière de samedi



Des bâtiments bombardés à Aden, au Yémen. Photo PAM/Ammar Bamatraf

10 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a une nouvelle fois réclamé lundi une cessation des hostilités au Yémen, deux jours après le bombardement d'une cérémonie funéraire à Sana'a qui a fait plus de 140 morts.

« Le bombardement samedi de ces funérailles était une attaque odieuse contre des civils et une violation scandaleuse du droit international humanitaire. C'était un centre communautaire connu de tous. Il était bondé avec des familles et des enfants. Bombarder des gens déjà endeuillés par la perte d'êtres chers est condamnable », a dit M. Ban lors d'un point de presse à New York.

« Les attaques aériennes par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite ont déjà causé d'immenses carnages et détruit une grande partie des installations médicales du pays, ainsi que d'autres infrastructures civiles essentielles », a-t-il ajouté. « Les informations initiales sur le terrain indiquent que la coalition est aussi responsable de cette attaque ».

Selon le chef de l'ONU, les excuses sonnent creux et les parties au conflit ne peuvent pas se cacher derrière « le brouillard de la guerre ».

« Cet incident horrible exige une enquête complète. Plus largement, les responsables doivent rendre des comptes pour la conduite déplorable de cette guerre », a-t-il ajouté. « Voilà pourquoi le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a réclamé à juste titre la création d'un organe international indépendant pour mener des enquêtes exhaustives sur les violations présumées du droit international humanitaire et des droits humains ».

Le chef de l'ONU a demandé instamment au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies « de remplir son devoir et d'agir ».

M. Ban a également demandé à la communauté internationale d'augmenter son assistance humanitaire alors que plus de 20 millions de Yéménites, soit 80% de la population, ont besoin d'une assistance.

« L'aide humanitaire ne peut pas se substituer à l'action politique. J'appelle à une cessation des hostilités comme seule façon de protéger les civils, et à une reprise des pourparlers politiques comme seul moyen de mettre fin au conflit », a-t-il conclu.

De son côté, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a regretté lundi que l'attaque meurtrière à Sana'a samedi intervienne « seulement quelques semaines après le refus par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, pour la deuxième année consécutive, de reprendre ma proposition de créer un organe d'enquête international indépendant pour examiner les violations graves du droit international, y compris des crimes de guerre, au Yémen ».

« L'incapacité du Conseil des droits de l'homme à prendre des mesures décisives en mettant en place une enquête internationale contribue à un climat d'impunité et à la poursuite des violations. Il ne faut pas laisser ces attaques odieuses continuer », a-t-il ajouté dans une déclaration à la presse.

Journée de la santé mentale : l'ONU juge essentiel de pouvoir offrir des soins à ceux qui en ont besoin



Une infirmière de MSF conforte un patient atteint du virus Ebola à Kampungu en RDC. Photo: OMS/Chris Black

10 octobre - A l'occasion de la Journée mondiale de la santé mentale qui est célébrée chaque année le 10 octobre, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a souligné lundi qu'il était essentiel de pouvoir offrir des soins de santé mentale à toutes les personnes qui en ont besoin, quels que soient leur situation et le lieu où elles vivent.

« Cette année, nous avons choisi d'appeler l'attention sur le fait qu'il est urgent d'apporter immédiatement une aide aux personnes qui se trouvent en détresse psychologique après avoir survécu à une tragédie », a dit M. Ban dans un message.

Il a rappelé que les épisodes traumatiques peuvent prendre plusieurs formes. « Aujourd'hui, les situations d'urgence liées à des conflits ou des catastrophes naturelles se succèdent à un rythme sans précédent. Chaque année, des millions de personnes sont victimes d'atteintes sexuelles, de crimes violents ou d'accidents traumatisants », a-t-il noté.

Selon le Secrétaire général, trop souvent, les personnes qui connaissent de telles souffrances ne reçoivent pas immédiatement de l'aide, ou très peu.

« Dans les situations de crise humanitaire, cela tient au fait qu'il y a rarement sur place des spécialistes de santé mentale correctement formés. Pourtant, il est tout à fait possible de former les premiers intervenants, par exemple les policiers ou les pompiers, le personnel médical d'urgence et les agents humanitaires, pour qu'ils soient en mesure d'apporter un soutien psychologique d'urgence à ceux qui en ont besoin », a-t-il ajouté. « C'est l'enseignement que l'on peut tirer de la gestion de l'épidémie d'Ebola en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, et c'est aussi la démarche généralement suivie en Syrie et en faveur de milliers de personnes déplacées en Grèce, au Nigéria et au Soudan du Sud ».

Selon le chef de l'ONU, l'offre de premiers soins de soutien psychologique n'est que l'un des aspects des services de santé mentale qui doivent faire partie intégrante des systèmes de santé nationaux des gouvernements qui ont souscrit au Plan d'action global pour la santé mentale 2013-2020 de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

« Il est de la responsabilité des États de mettre en place de solides systèmes de soins à court et long terme. Les organisations de la société civile doivent les aider dans leurs efforts en faisant œuvre de sensibilisation, en menant des programmes au sein de la population et en réalisant des études. Enfin, nous devons tous nous demander comment nous pouvons de notre côté aider nos amis, les membres de notre famille et nos voisins », a-t-il souligné.

« En cette Journée mondiale de la santé mentale, exprimons notre compassion et notre empathie à l'égard de ceux qui ont survécu à un épisode traumatique et faisons en sorte qu'ils puissent recevoir toute l'aide dont ils ont besoin aussi longtemps que cela sera nécessaire », a conclu Ban Ki-moon.

Les condamnations à mort servent souvent la propagande des terroristes, selon l'ONU



Les couloirs d'une prison. Photo: ONUSIDA/D. Gutu

10 octobre - A l'occasion de la Journée mondiale contre la peine de mort, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a souligné lundi que dans le cas des crimes de terrorisme les condamnations à mort servent souvent la propagande des terroristes.

« Nous devons poursuivre nos efforts en vue de l'abolition de la peine de mort partout et dans tous les contextes », a déclaré M. Ban dans un message.

Cette année, l'accent est mis sur les infractions liées au terrorisme, alors que 65 pays à travers le monde appliquent encore la peine de mort pour ce type de crimes.

Selon le chef de l'ONU, « les mesures de lutte contre le terrorisme doivent, au même titre que toutes les opérations menées en matière de sécurité, être ancrées dans le respect des droits de l'homme et de l'état de droit, gage de leur légitimité et de leur efficacité ».

« Pourtant, les peines de mort prononcées pour crime de terrorisme le sont souvent au terme de procès expéditifs et iniques, par des tribunaux militaires ou des cours spéciales. Les aveux obtenus l'ont souvent été sous la contrainte ou par d'autres voies sans que le droit de faire appel soit respecté. Certains États cherchent même à ériger en infraction l'exercice légitime des libertés fondamentales en incluant dans leur législation antiterroriste de vagues définitions », a souligné M. Ban.

Le Secrétaire général a rappelé que la participation à des manifestations pacifiques et la formulation de critiques à l'égard d'un gouvernement –que ce soit en privé, sur Internet ou dans les médias– ne constituent pas un crime ni un acte terroriste. « Recourir ou menacer de recourir à la peine de mort dans ce type d'affaires est une violation criante des droits de l'homme », a-t-il dit.

« Certains prétendent que l'application de la peine capitale permettra de faire diminuer le terrorisme, mais ce n'est pas vrai. L'expérience montre au contraire que les condamnations à mort servent la propagande des mouvements terroristes, en fabriquant de soi-disant martyrs et en rendant leurs campagnes de recrutement macabres encore plus efficaces », a-t-il ajouté. « Le maintien de l'état de droit et le respect des droits de l'homme, même face au terrorisme et à l'extrémisme violent, sont une obligation qui ne pourra qu'améliorer la capacité des sociétés à lutter contre les menaces terroristes ».

Journée mondiale de la poste : il faut que la poste trouve de nouveaux débouchés, selon l'UPU



Un homme classant le courrier. Photo UPU

9 octobre - A l'occasion de la Journée mondiale de la poste, le Directeur général de l'Union postale universelle (UPU), Bishar A. Hussein, a souligné dimanche que la poste devait continuellement se réformer et trouver de nouveaux débouchés pour aller au-delà de la simple livraison au domicile des clients.

« Nos clients nous font confiance et nous sommes aussi le seul prestataire de confiance à fournir aux habitants des services essentiels à l'échelle locale et mondiale grâce à notre réseau de distribution et aux obligations du service universel », a souligné M. Hussein dans un message.

« Néanmoins, les besoins de nos clients évoluent rapidement. L'avènement des technologies modernes de l'information et de la communication a vu émerger de nouveaux consommateurs, qui ne se satisfont plus uniquement de la livraison à domicile, mais veulent aussi des services fournis quand et où ils en ont besoin. Il existe une véritable demande pour des services plus souples et personnalisés », a-t-il ajouté.

Le chef de l'UPU a souhaité qu'à l'instar d'autres progrès réalisés par le passé, la poste transforme ces défis en opportunités et reste pertinente pour ses clients.

« Pour y parvenir, la poste doit continuellement se réformer et trouver de nouveaux débouchés pour aller au-delà de la simple livraison au domicile des clients », a-t-il dit.

« Nous devons œuvrer en faveur de la création d'un réseau postal où l'innovation est partagée, promue et mise en œuvre; où les réseaux postaux sont intégrés aux échelles internationale, régionale et nationale; et où la poste est perçue comme un accélérateur du développement inclusif par les gouvernements, les partenaires œuvrant pour le développement et les organisations internationales », a-t-il ajouté.

La Journée mondiale de la poste est célébrée chaque année le 9 octobre pour marquer la date anniversaire de la fondation de l'Union postale universelle en 1874 dans la capitale suisse, Berne. L'objectif de cette Journée est de sensibiliser les citoyens et les entreprises au rôle de la poste dans leur vie quotidienne et de sa contribution au développement socio-économique des pays.

Yémen : l'ONU condamne une attaque meurtrière ayant visé des funérailles à Sana'a



Un garçon joue sur un morceau d'obus, qui a explosé près de son domicile, dans le village d'Al Mahjar, dans la périphérie de la capitale Sanaa, au Yémen (photo archives). Photo : UNICEF / Mohamed Hamoud

9 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné samedi soir une attaque meurtrière contre un bâtiment dans la capitale du Yémen, Sana'a, où des centaines de personnes étaient réunies pour une cérémonie funéraire.

Selon des informations initiales, l'attaque, qui serait due à des frappes aériennes de la coalition menée par l'Arabie saoudite, a tué plus de 140 personnes et blessé des centaines d'autres, a précisé le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la presse.

“Le Secrétaire général exprime sa sympathie et ses sincères condoléances aux familles des victimes et souhaite un prompt rétablissement aux personnes blessées”, a-t-il ajouté. “Le Secrétaire général note que toute attaque délibérée contre des civils est totalement inacceptable et appelle à une enquête rapide et impartiale sur cet incident. Les responsables de l'attaque doivent être traduits en justice”.

“Le Secrétaire général rappelle à nouveau à toutes les parties prenantes qu'elles doivent respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire - y compris les règles fondamentales de proportionnalité, de distinction et de précaution – afin de protéger les civils et les infrastructures civiles contre des attaques”, a encore dit le porte-parole.

Selon la presse, près de 140 personnes seraient mortes et 525 blessées dans cette attaque à Sana'a, qui est contrôlée par les rebelles chiites contre lesquels se bat la coalition menée par l'Arabie saoudite.

Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, s'est également dit “horrorifié” par cette attaque et a exprimé sa sympathie aux familles de ceux qui ont été tués et aux blessés.

“Cette attaque horrible et odieuse montre un mépris total pour la vie humaine. Elle met en évidence une fois de plus le risque disproportionné pour les civils lorsque des armes explosives sont utilisées dans les zones urbaines. Le droit international humanitaire est très clair : les parties au conflit doivent protéger les civils et faire la distinction entre les cibles militaires et civiles”, a dit M. O'Brien dans une déclaration à la presse. Il a réclamé une enquête rapide, transparente et impartiale sur cette attaque.

M. O'Brien a rappelé que cette attaque intervient dans un contexte de détérioration de la situation humanitaire au Yémen, où quatre habitants sur cinq ont besoin d'une assistance.

Syrie : deux projets de résolution rejetés au Conseil de sécurité



Le Conseil de sécurité de l'ONU. Photo ONU/Rick Bajornas

8 octobre - Alors que les combats continuent à Alep, en Syrie, les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ne sont pas parvenus samedi à se mettre d'accord sur deux projets de résolution ayant pour objectif de mettre fin au conflit.

Le premier projet de résolution soumis au vote par la France et l'Espagne lors d'une réunion du Conseil samedi a été rejeté en raison du veto de la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité. Ce texte appelait à la cessation des bombardements à Alep.

Au total, cette résolution a obtenu 11 voix pour, 2 contre et 2 abstentions.

Le deuxième projet de résolution soumis au vote samedi par la Russie a également été rejeté car n'ayant pas obtenu suffisamment de votes favorables. Au total, le texte a obtenu 4 voix pour, 9 contre et 2 abstentions. Ce texte appelait à une cessation des hostilités mais sans demander spécifiquement un arrêt des bombardements à Alep.

Jeudi, l'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, a prévenu que la partie orientale de la ville d'Alep pourrait être complètement détruite d'ici la fin de cette année si les bombardements, les combats et les destructions continuaient au rythme actuel.

« A ce rythme, au maximum dans deux mois, deux mois et demi, la partie orientale de la ville d'Alep pourrait être totalement détruite. Nous parlons de la vieille ville, en particulier. Et des milliers de civils syriens, pas des terroristes, seront tués, et beaucoup d'entre eux blessés », a dit M. de Mistura.

Face à la tragédie à Alep, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a estimé pour sa part cette semaine qu'il fallait prendre des mesures audacieuses, y compris en limitant l'utilisation du veto par les membres permanents du Conseil de sécurité.

En Islande, Ban Ki-moon rappelle que le sort du monde est lié à l'Arctique qui est en train de fondre



Dans le sud-est de l'Islande, le lagon glaciaire de Jökulsárlón formé par la fonte d'un glacier. Photo ONU/Eskinder Debebe

8 octobre - En visite en Islande, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a rappelé samedi que l'Arctique était en train de fondre en raison du changement climatique et que le sort du reste du monde était lié à cette région.

« Comme nous savons très bien, l'Arctique est en train de fondre sous nos yeux », a déclaré M. Ban devant l'Assemblée du cercle arctique, à Reykjavik, la capitale islandaise, où il a reçu le Prix de la durabilité climatique. « En une seule journée, le mois dernier, la calotte glaciaire arctique a fondu trois fois plus que son taux normal ».

« L'Arctique soutient les principaux piliers du système climatique régional et mondial. Le sort de l'Arctique est lié au sort de Miami, de Mumbai, de Shanghai et des villes côtières à travers le monde, ainsi que de beaucoup d'autres endroits bien sûr. Lorsque l'Arctique souffre, le monde ressent la douleur. Et quand la planète est attaquée, l'Arctique est également une victime », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a rappelé que l'Accord de Paris sur le changement climatique allait entrer en vigueur le 4 novembre, alors que désormais 74 pays, représentant près de 59% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, ont ratifié cet accord. « C'est un grand pas en avant pour l'humanité », a-t-il dit.

« Peu de gens prévoyaient une telle rapidité. Je vous remercie tous pour votre contribution à cette avancée historique. Les dirigeants politiques, les scientifiques, les citoyens dans la rue, ont tous joué un rôle en comprenant la gravité de la menace

et en se mobilisant pour mettre le monde sur un chemin plus sûr, plus raisonnable”, a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU s'est également dit encouragé par l'accord il y a deux jours entre les membres de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) sur une nouvelle mesure mondiale pour réduire les émissions de CO2 provenant de l'aviation internationale. “Ceci est une première mesure importante par les gouvernements, l'industrie et la société civile”, a-t-il dit.

S'agissant de l'Accord de Paris sur le climat, Ban Ki-moon a appelé à transformer les paroles en actes, et à mettre en œuvre l'Accord.

« Nous avons besoin de ressources financières pour aider les pays en développement à réduire leurs émissions et à s'adapter aux conséquences inévitables du changement climatique », a-t-il dit.

« Nous avons besoin que les gouvernements parviennent à un consensus la semaine prochaine à Kigali sur un amendement d'une importance cruciale au Protocole de Montréal, qui réduira progressivement les hydrofluorocarbures. Cela pourrait aider à prévenir jusqu'à un demi-degré de réchauffement d'ici la fin du siècle », a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a également demandé de ne pas oublier les peuples autochtones de l'Arctique, qui « contribuent à la diversité et à la gestion durable des ressources » de cette région.

« Je vous exhorte à veiller à ce que les peuples autochtones, leurs droits et leurs contributions socioculturelles, restent prioritaires alors que nous affrontons ces défis communs », a-t-il déclaré.

Le chef de l'ONU s'est également exprimé samedi lors d'un séminaire sur le 30e anniversaire du Sommet Reagan-Gorbatchev qui avait eu lieu en Islande.

“Cette réunion ici à Reykjavik a constitué à bien des égards un tournant dans les relations stratégiques mondiales. Le Président américain Ronald Reagan et le Secrétaire général soviétique Mikhaïl Gorbatchev sont venus à Reykjavik avec des visions différentes pour la stabilité. Pourtant, en deux jours, ils ont été proches d'un plan audacieux pour l'élimination de toutes les armes nucléaires”, a souligné M. Ban dans un discours.

“Cet objectif, bien sûr, n'a pas été atteint. Mais l'esprit Reykjavik a subsisté”, a-t-il ajouté.

Ban Ki-moon s'est inquiété de la situation actuelle et de la “résurgence des fantômes de la Guerre froide”. Il a dénoncé la paralysie du mécanisme de désarmement. “Nous voyons des acteurs non-étatiques chercher à se procurer des matériaux nucléaires”, a-t-il souligné.

“Après d'importantes réductions des armements stratégiques dans les années 1990, le rythme des réductions a ralenti. Aucune nouvelle négociation n'est en cours en ce moment”, a-t-il également noté.

Dans ce contexte, le chef de l'ONU a appelé à raviver “l'esprit de Reykjavik” afin d'arriver à un monde exempt d'armes nucléaires.